

L'ALLEMAGNE MENACE LE MAROC DE SUSPENDRE LES AIDES AU DÉVELOPPEMENT

## Les aides ou le rapatriement des exilés marocains



**COOPÉRATION.** Berlin envisage de classer le Maroc, l'Algérie et la Tunisie comme des pays «sûrs», ce qui rendrait difficiles les demandes d'asile pour leurs ressortissants. Elle fait donc pression sur le Maroc en menaçant de couper ses aides au développement.

**L**es choses se développent rapidement en Allemagne. Au moment où l'on croyait que les relations politiques se sont un peu apaisées avec le Maroc suite à l'entretien téléphonique entre S.M. le Roi et la chancelière allemande Angela Merkel, le gouvernement allemand vient de menacer le Royaume de suspendre ses aides si ce dernier ne coopérait pas dans le rapatriement des Marocains qui se sont vu refuser le statut de réfugié politique.

Cité par la chaîne Deutsche Welle, le vice-chancelier allemand, Gabriel Sigmar, n'a pas hésité à proférer des menaces directes liées à l'arrêt des aides au développement envers les pays du Maghreb, et notamment le Maroc, s'ils refusent de reprendre les réfugiés qui ont été déboutés de leurs demandes d'asile. «*Ceux qui ne coopèrent pas assez ne peuvent pas profiter de nos aides au développement*», a-t-il lancé sans détours. Ce n'est pas la première menace du genre. Déjà, l'année dernière, les autorités allemandes avaient menacé de mettre fin à l'aide au dévelop-

pement si les pays du Maghreb refusent de recevoir leurs immigrés clandestins. Sur ce sujet, Angela Merkel s'était entretenue il y a quelques mois avec le Roi Mohammed VI et le ministre de l'Intérieur, Mohamed Hassad, avait fait le déplacement en Allemagne pour tenter de trouver des solutions.

### Durcissement de ton

A l'origine de cette nouvelle tension diplomatique, le 19 décembre 2016, l'Allemagne a connu une attaque terroriste menée par un ressortissant tunisien à qui le pays avait pourtant refusé la demande d'asile politique et à qui les autorités tunisiennes n'avaient pas fourni une nouvelle carte d'identité. «*Ces pays reçoivent des aides économiques de la part de l'Allemagne, mais en retour ils refusent de coopérer concernant ce problème. Cela est inacceptable*», avait souligné le vice-chancelier Gabriel Sigmar, faisant référence à l'Algérie et au Maroc.

Ce qui complique davantage la situation, c'est que Berlin envisage de classer le

Maroc, l'Algérie et la Tunisie comme des pays «sûrs». Ce n'est pas vraiment un point positif dans la mesure où cette décision, une fois appliquée, rendrait difficiles les demandes d'asile des ressortissants marocains. Ceci, sans compter avec ce qui se passe au Parlement allemand, sachant que la loi est bloquée depuis des mois durant par la gauche, qui argue de violations des droits de l'homme dans ces pays. Il y a quelques jours, le gouvernement allemand a annoncé la mise en place de centres de rétention dédiés aux Marocains et aux Algériens dans le but de les rapatrier plus rapidement vers leurs pays d'origine. Ce durcissement de ton de la part des autorités allemandes a commencé après les violences qu'a connues la ville de Cologne le soir de Noël où plusieurs centaines de personnes, en majorité des réfugiés, auraient agressé des femmes, agressions qui seraient allées parfois jusqu'au viol. Une enquête de police a révélé que 40% des agresseurs étaient originaires du Maroc. Plus malheureux encore, ils avaient demandé le statut de réfugié politique. Pour rappel, l'Agence de coopération internationale allemande, la GIZ, est très active au Maroc à travers plusieurs projets socio-économiques ■

Marouane Kabbaj